

Experts-Comptables  
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE

Pascale DUCLERMORTIER

Sébastien GUILLAUME

Stéphane MAYET

Aline MILLE

Perrine MOZET

**MUSIQUES SUR LA VILLE**  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

## **MUSIQUES SUR LA VILLE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

# **MUSIQUES SUR LA VILLE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux membres,

### **I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

### **IV. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 26 juin 2018

**FCN**

*Commissaire aux comptes*



**Perrine MOZET**  
*Associée*

## **ANNEXE**

### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES** **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

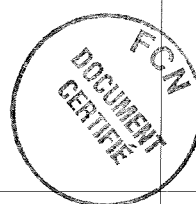
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✧ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✧ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✧ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Désignation de l'association MUSIQUES SUR LA VILLE		Exercice N clos le 31/12/17		31/12/16	
Adresse de de l'association 13 rue Saint-Dominique CHALONS-EN-CHAMPAGNE		Exercice N-1 clos le		31/12/16	
N° SIRET: 404 204 513 000 18		Code APE 923A			
		Durées exprimées en mois....		12	12
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net N-1
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, brevets, licences, marques procédés, logiciels;droits et valeurs similaires	1 387	1 387	0	50
	Fonds commercial (1)				
	Autres				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>Immobilisations corporelles</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, outillage indust.	34 302	26 987	7 315	11 940
	Autres	15 795	12 785	3 010	3 457
	Immobilisations corporelles en cours				0
	Avances et acomptes				0
	<b>Immobilisations financières (2)</b>				0
	Participations				0
	Titres immobilisés de l'activité du portefeuille				0
	Créances rattachées à des participations				0
	Autres titres immobilisés				0
	Autres	15		15	1 315
<b>TOTAL I</b>		<b>51 499</b>	<b>41 159</b>	<b>10 340</b>	<b>16 762</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en-cours</b>				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	0			0
	<b>Créances (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	20 518	1 500	19 018	27 254
	Autres	23 789		23 790	6 430
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				0
	<b>Instruments de trésorerie</b>				0
	<b>Disponibilités</b>	42 338		42 338	49 043
	<b>Charges constatées d'avance(3)</b>	477		477	433
<b>TOTAL II</b>		<b>87 122</b>	<b>1 500</b>	<b>85 623</b>	<b>83 160</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursements des emprunts(IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		<b>138 621</b>	<b>42 659</b>	<b>95 963</b>	<b>99 922</b>
(1) Droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an					
(3) Dont à plus d'un an					
<b>ENGAGEMENTS RECUS :</b>					
Legs nets à réaliser.					
accepter par les organes statutaires compétents					
autorisés par les organismes de tutelle					
Dons en natures restant à vendre					

		Exercices .	31/12/2017	31/12/2016
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds associatifs sans droit de reprise		18275	18275
	Fonds associatifs avec droit de reprise		30000	
	Ecart de réévaluation			
	Réserves			
	Report à nouveau dont résultat sous contrôle des tiers financiers		-18278	1403
	Résultat comptable de l'exercice		30076	-19681
	Subvention d'investissement non renouvelables par l'organisme			
	Provisions réglementées			
	Droits des propriétaires (commodat)			
	TOTAL I		60 073	-3
PROV. POUR CHARGES & RISQUES	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	Fonds dédiés (1)			
	TOTAL II			
DETTES	Emprunts obligataires (1)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)		313	60886
	Emprunts et dettes financières divers (1)			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6684	8099
	Dettes fiscales et sociales		28893	30940
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes			
	Instruments de trésorerie			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL III		35890	99 925
	Ecart de conversion passif (IV)			
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)			95 963	99 922
(1) Dont a plus d'un an Dont à moins d'un an				
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques			313	5



Exercices	31/12/17	31/12/16
<b>Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers) (1)</b>		
Partenariat Mécénat	67335	33674
Production vendue (biens et services)	75331	79623
montant net du chiffre d'affaires	142 666	113 297
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	318265	318934
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	2122	
Cotisations		
Autres produits (hors cotisations)	152	3110
<b>TOTAL I</b>	<b>463 205</b>	<b>435 341</b>
<b>Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières) (2)</b>		
Achats de marchandises	8 436	206
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	208 329	222 713
Impôts, taxes et versements assimilés	2 411	2 550
Salaires et traitements	132 007	142 243
Charges sociales	58 749	60 966
Dotations aux amortissements, provisions et engagements:		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 979	8 471
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	1 500	
Pour risques et charges: dotations aux provisions		
Autres charges	14 883	17 295
<b>TOTAL II</b>	<b>433 294</b>	<b>454 444</b>
<b>1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>29 911</b>	<b>-19 103</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Excédent ou déficit transféré III		
Déficit ou excédent transféré IV		
<b>Produits financiers :</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	255	139
Reprises sur provisions et transfert de charges		
Différence positive de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL V</b>	<b>255</b>	<b>139</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	158	1 181
Différence négative de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL VI</b>	<b>158</b>	<b>1 181</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>97</b>	<b>-1 042</b>

Exercices:		31/12/17	31/12/16
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>		30 008	-20 145
Produits exceptionnels:			
Sur opérations de gestion		110	483
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
<b>TOTAL VII</b>		110	483
Charges exceptionnelles:			
Sur opérations de gestion		43	18
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
<b>TOTAL VIII</b>		43	18
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>		67	465
Impôts sur les sociétés (IX)			
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>		463 570	435 963
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)</b>		433 495	455 643
<b>SOLDE</b>		30 075	-19 680
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs (N)			
Engagements à réaliser sur ressources affectées (N)			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		30 075	-19 680
Y compris:			
Redevances de crédit bail mobilier			
Redevances de crédit bail immobilier			
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>			
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
<b>Total</b>			
Charges:			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			
<b>Total</b>			
(1) Dont Produits afférents à des exercices antérieurs		110	483
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		43	18
(3) dont crédit bail		3 919	1775

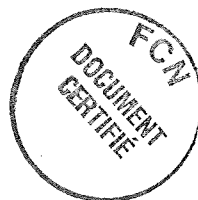
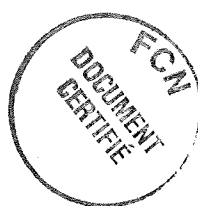


TABLEAU DE VARIATION DE FONDS ASSOCIATIFS				
Libellé	Solde au début De l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin De l'exercice D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise	18275			18275
Ecart de réévaluation				
Fonds associatifs avec droit de reprise	0	30000		30000
Réserves				
Report à Nouveau	1403		19681	-18278
Résultat Comptable de l'Exercice	-19681	49757		30 076
Subventions d'investissement non renouvelables Par l'organisme				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				
<b>TOTAL</b>	<b>-3</b>	<b>79757</b>	<b>19 681</b>	<b>60 073</b>



## ANNEXE - MUSIQUES SUR LA VILLE

### 1°) FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

Le déficit d'exploitation de l'exercice 2016 d'un montant de 19 681€ qui asséchait les fonds propres de l'association a imposé la prise d'un certain nombre de mesures relatives à l'organisation des manifestations conventionnées avec les collectivités publiques, faute d'une marge de manœuvre quant aux charges de fonctionnement de la structure, celles-ci étant réduites de longue date au minimum. Réajustement effectué sans diminution des budgets artistiques de ces manifestations :

- Pas de location de scène sur le festival musiques d'ici et d'ailleurs et transfert du budget (environ 25000€) notamment sur les locations de matériels mobiles.
  - Tenue d'un bar/restauration lors des concerts organisés dans les jardins publics, le bénéfice correspondant à environ 50 % du chiffre d'affaires,
  - Prise en charge des repas pour un montant de 4000€ par un partenaire restaurateur,
- Par ailleurs, la Sacem comme Plurial Novilia et la Ric ont augmenté leur participation, et la Caisse des Dépôts est redevenue contributaire pour un montant de 10 000€.

Il résulte de ces faits un excédent de l'exercice 2017 de 30 075€



### 2°) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 95 963 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 463 570 euros et un total de charges de 433 494 euros.

L'exercice considéré : - débute le 01/01/2017 finit le 31/12/2017  
et a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description et justification des modifications intervenues d'un exercice à l'autre ( présentation ou évaluation).

La présentation des comptes annuels et les méthodes retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Afin de prendre en compte le changement de législation en matière de comptabilisation des actifs, les immobilisations inscrites au bilan ont été passées en revue. Il a été jugé qu'elles étaient suffisamment décomposées et que leur durée d'amortissement était adaptée.

Les principales méthodes utilisées sont :

#### Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ( prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

#### Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute , une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



#### Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

#### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### **3°) NOTES SUR LE BILAN**

#### **A) L'ACTIF**

Concernant les acquisitions d'immobilisations :

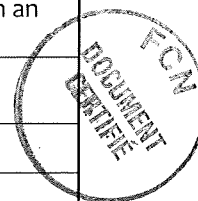
L'association s'est dotée de toilettes sèches pour une valeur de 1096,34€ et a aménagé le balcon pour une valeur de 760,60€,

#### Tableau des mouvements d'amortissements

	Valeurs d'achat	Amortissement	Sortie de l'actif	V.N.C
immobilisations incorporelles	1386,80	1 386,80		0
Immobilisations corporelles	50 097,17	39 771,76		10 325,41

## Etat des échéances des créances

	Montant brut	Echéance jusqu'à un an	Echéance à plus d'un an
avance sur commandes et fournisseurs	0	0	
clients	19 018	19 018	
autres créances	23 789	23 789	
<b>Total</b>	<b>42 807</b>	<b>42 807</b>	



## B) PASSIF

### Etat des dettes

	Montant brut	Echéance jusqu'à un an	Echéance à plus d'un an
dettes fournisseurs	6684	6684	
dettes fiscales et sociales	28 898	28 898	
Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit	308	308	
<b>Total</b>	<b>35 890</b>	<b>35 890</b>	

Il y a en plus 30 000€ de fonds associatifs avec droit de reprise dont 10 000€ à moins d'un an, et 20 000€ à plus d'un an,

Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite.

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

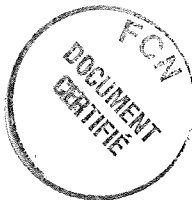
- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires 1 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 1.31 %

Ils représentent un total (y compris les charges sociales), non comptabilisé, de 14 487 Euros.



#### **4°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

<b>Détail des subventions</b>	<b>318 265,00 €</b>
Ville :	201 578,00 €
Contrat de Ville/ Ville :	3 000,00 €
Contrat de Ville / CAC :	4 200,00 €
CGET / Polit.Ville :	6 000,00 €
Région Champagne-Ardenne :	42 000,00 €
Département :	39 487,00 €
DRAC :	15 000,00 €
Subvention CCI	6 500,00 €
ASP :	500,00 €



**Charges constatées d'avance** **476,84 €**

**Charges à payer : (incluses dans les postes de bilans)** **4 460,54 €**

#### **Détails des contributions en nature**

Travaux, locations, transports et communication  
Mise à disposition de moyens :  
Ville de Châlons-en-Champagne 98 584 €  
Ville de Fagnières 4 000 €  
(estimation, données non communiquées à la date de rédaction du bilan)

Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.

#### **Perspectives sur l'exercice 2018**

Compte tenu du résultat de l'exercice 2017, qui aura permis de reconstituer les fonds propres de la structure, il a été présenté en Comité de Suivi associatif en octobre 2017 un plan d'activités pour l'exercice 2018 défini en proportion du volume des subventions attendues, soit l'équivalent de celles obtenues en 2017. Nous avons notamment obtenu de la Ville de Châlons-en-Champagne, principal contributeur public de globaliser la subvention qui nous est accordée pour l'organisation de manifestations, afin de nous permettre les meilleurs ajustements de sa ventilation. Ces ajustements devront également s'opérer dans la limite des recettes de mécénat, dont la fluctuation aura les années précédentes contribué à certains déséquilibres.

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

# **MUSIQUES SUR LA VILLE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2017**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

## Convention avec l'Association des Cités en Champagne de Prévention

### Personnes concernées :

- Madame Dominique DETERM, Membre du Conseil d'Administration Musiques sur la Ville et Secrétaire du Conseil d'Administration de l'ACCP ;
- Monsieur Patrick LEGOUIX, Directeur de Musiques sur la Ville et Trésorier de l'ACCP.

L'association des Cités en Champagne de Prévention a facturé à Musiques sur la Ville des prestations pour un montant de 12 386,33 € TTC pour l'exercice 2017.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 26 juin 2018

**FCN**

*Commissaire aux comptes*



**Perrine MOZET**

*Associée*